



Robert Miasse/PNUD

*Dans un entretien pour le supplément de CHOIX, Nouveau millénaire, nouveau programme,*

## **l'Administrateur associé du PNUD, Zéphirin Diabré,**

*ancien ministre des Finances du Burkina Faso, a partagé avec Jan Vandemoortele, conseiller principal du PNUD pour le développement social, son point de vue concernant la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), leurs coûts par rapport aux moyens disponibles et les sources de financement.*

### **Les ODM sont-ils vraiment d'un prix abordable?**

La réponse est un oui clair et net. Au niveau mondial, les objectifs sont techniquement réalisables et abordables sur le plan financier. Toutefois, plusieurs pays auront besoin de ressources beaucoup plus importantes, ainsi que de politiques plus efficaces. En Afrique subsaharienne plus particulièrement, les progrès se sont fait attendre et l'écart entre la situation actuelle et les objectifs fixés pour 2015 est beaucoup plus important que dans d'autres régions. En outre, la pandémie du sida compromet sérieusement les perspectives de développement humain dans la région.

### **Le déficit, en matière de ressources, peut-il être comblé?**

Absolument. Les estimations révèlent qu'une rallonge de 50 milliards de dollars par an nous rapprocherait de la réalisation des ODM au niveau mondial. Bien que ce montant puisse sembler élevé en termes absolus, il est relativement faible si on le compare au revenu mondial, ne représentant environ qu'un sixième de 1 % du PNB mondial. Comparé aux avantages économiques escomptés, le soutien aux ODM est clairement un excellent investissement.

La réalisation des ODM en Afrique et dans d'autres pays à revenu faible exigera une augmentation constante des dépenses budgétaires et de l'appui extérieur aux services sociaux de base au cours des 13 prochaines années. Plusieurs pays risquent néanmoins de ne pas être en mesure de restructurer leurs budgets nationaux autant qu'il le faudrait dans les délais requis. Ils auront besoin d'aide supplémentaire sous forme d'APD et d'allègement accéléré de la dette. La mise en œuvre rapide de l'initiative PPTTE est donc cruciale pour les pays à revenu faible très endettés qui cherchent à atteindre les ODM.

### **L'APD peut-elle faire une différence?**

Elle peut faire une grande différence, surtout dans les pays les moins avancés. Aujourd'hui, l'APD représente à peine un tiers de l'objectif internationalement convenu de 0,7 % du PNB combiné des pays développés. La différence atteint le montant exorbitant de 100 milliards de dollars par an. Il serait illusoire de penser que tous les pays seront capables d'atteindre les ODM sans aide supplémentaire. La bonne nouvelle est que les investissements dans le développement humain des pays à revenu faible sont très rentables, ce qui fait qu'ils stimulent la croissance économique et dégagent des recettes budgétaires supplémentaires.

De nombreux pays auront besoin d'un soutien extérieur pour échapper à la faible productivité dans laquelle ils se trouvent parce que leur population est en mauvaise santé, mal nourrie, a un niveau d'instruction insuffisant et un accès limité à l'eau salubre. Ces réalités frappent souvent plus durement les femmes, ce qui contribue à perpétuer le cycle de pauvreté. Cette situation explique, au moins en partie, pourquoi les pays à revenu faible n'ont que peu bénéficié des flux de capitaux privés et des investissements étrangers directs. Les pays d'Afrique subsaharienne se sont vus attribuer moins de 1 % des investissements étrangers directs dans le monde. Donc, pour la communauté internationale, investir dans les ODM est un choix à la fois productif et éthique. Le Fonds mondial pour les ODM d'un montant de 50 milliards de dollars par an, comme l'ont proposé Gordon Brown, ministre des Finances du Royaume-Uni, et d'autres, mérite donc l'appui le plus vigoureux.

### **Le commerce n'est-il pas plus important que l'aide?**

Oui, un commerce plus équitable transférerait davantage de ressources vers les pays à revenu faible que l'aide dont ils bénéficient actuellement. Un meilleur accès aux marchés des pays développés, notamment pour l'agriculture, les vêtements et les textiles, accélérerait considérablement la croissance et créerait des emplois, favorisant ainsi le développement humain et faisant reculer la pauvreté. Mais pour que le système

commercial multilatéral devienne réellement favorable aux pauvres, il faudrait se lancer dans de longues négociations; il est nettement plus rapide d'augmenter l'APD ou d'alléger la dette. Néanmoins, il est encourageant de constater que la réunion ministérielle de l'OMC qui s'est déroulée à Doha, en novembre dernier, a abouti à un accord visant à accorder davantage d'importance aux implications des futurs accords commerciaux sur le développement, ainsi qu'au renforcement des capacités pour tirer pleinement profit des nouvelles ouvertures commerciales. Il n'en demeure pas moins vrai que les pays développés continuent à maintenir des niveaux élevés de protectionnisme. Leurs subventions agricoles, par exemple, sont toujours au moins six fois supérieures aux niveaux combinés de l'APD.

#### **Les pays en développement ont-ils les capacités de gérer des fonds supplémentaires?**

C'est vrai, la seule expansion des apports financiers n'est guère suffisante. Les capacités humaines et institutionnelles doivent être renforcées, en particulier celles des pays à revenu faible et des pays les moins avancés. Certaines tâches sont d'une importance cruciale, par exemple une collecte efficace et équitable des impôts, le fait de s'assurer que les priorités budgétaires tiennent compte des ODM et influencent réellement les dépenses, l'établissement de budgets intégrant l'égalité entre hommes et femmes et l'alignement de l'aide sur les priorités nationales et infranationales.

Toutefois, si l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques fait nécessairement partie de la solution, elle ne suffit pas. L'argument selon lequel les ressources existantes doivent être utilisées plus efficacement avant d'investir davantage de fonds publics crée une fausse dichotomie. C'est oublier que la pénurie de ressources conduit à plus d'inefficacité. Pour les décideurs, le choix se présente rarement en termes d'amélioration de l'efficacité ou d'augmentation des allocations budgétaires. Dans la majorité des cas, ils doivent faire face aux deux aspects simultanément. En effet, l'inefficacité et la pénurie de ressources ne sont pas indépendantes, tout au contraire.

#### **L'instabilité peut-elle être minimisée?**

Même quand l'argent est là, quand les capacités existent et lorsque des progrès ont été accomplis vers la réalisation des ODM, les grandes crises financières peuvent inverser les tendances, comme on a pu l'observer pendant toute la durée des années 90. Un monde d'interdépendance doit accorder davantage d'attention aux biens collectifs mondiaux. Les Conférences internationales sur le financement du développement et le Sommet mondial sur le développement durable sont des occasions uniques de promouvoir les biens collectifs mondiaux, notamment une procédure internationale contre la banqueroute qui mettrait le développement humain à l'abri des perturbations financières occasionnelles.

La propagation du sida est une autre grande préoccupation. Non seulement la maladie lève un lourd tribut sur les familles et les communautés, mais elle réduit également à néant les acquis en termes d'espérance de vie, d'éducation, d'agriculture, de commerce, etc. Sans biens collectifs mondiaux pour garantir l'accès au traitement contre le sida, la situation de plusieurs pays empirera, les éloignant des conditions permettant la réalisation des ODM. C'est tout simplement inacceptable.

**Pour la communauté internationale, investir dans les ODM est un choix à la fois productif et éthique.**

Radhika Chakrabarti/FNUD



**Cette grand-mère élève ses petits-enfants. Leurs parents sont morts du sida.**